

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 652

12 mars 2012

SOMMAIRE

Italy1 Investment S.A. 31250

Italy1 Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.294.

N.B. Pour des raisons techniques le début de l'acte est publié aux *Mémorial C-N° 647, 648, 649, 650 et 651* du 12 mars 2012.

Actions restent détenues sur ce Compte de Rachat de Titres jusqu'à la Réalisation.

(ii) Toute demande de rachat sera nulle et privée d'effet dans les cas suivants:

1. Les conditions posées à la Section 9.5(i) ci-dessus pour le rachat n'ont pas été observées;

2. L'Actionnaire du Marché a rétracté sa demande au plus tard à 18 heures, heure normale d'Europe centrale, cinq (5) Jours Ouvrés avant la Réalisation; ou

3. Liquidation de la Société conformément à l'article 14 ci-dessous. Dans ce cas, les Actions concernées qui avaient été transférées sur le Compte de Rachat de Titres par l'Actionnaire du Marché concerné seront libérées et transférées sur le compte-titres de l'Actionnaire du Marché concerné dans le respect des procédures de lutte contre le blanchiment d'argent.

(iii) Les actionnaires donnent procuration irrévocable au Conseil pour faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et amender les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.5 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le *Mémorial C*, *Recueil Sociétés et Associations*.

9.6 Rachat d'Actions du Marché à l'initiative de la Société lors du transfert de siège social de la Société

(i) Lorsque la Société requiert l'approbation des Actionnaires pour un transfert du siège social de la Société, en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, la Société peut demander le rachat de ses Actions du Marché (les Actions Rachetées) pour lesquelles aucun vote favorable n'a été exprimé concernant le transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(ii) Ces Actions Rachetées seront rachetées par la Société selon les conditions décrites à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et selon les conditions suivantes:

(a) Toute demande sera envoyée au détenteur des Actions Rachetées par envoi recommandé.

(b) Le prix de rachat pour chaque Action Rachetée sera le plus élevé entre:

1. Le VWAP pour la période de 20 Jours de Cotation précédant immédiatement l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée pour approuver un transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, et

2. (x) le montant en suspens sur le Compte-Trust à la date de détermination diminué des montants déjà affectés au paiement de frais encourus par la Société et les montants requis pour s'acquitter de certains impôts et taxes, frais et dépenses relatives au Compte-Trust, divisé par (y) le nombre d'Actions du Marché à la Date de Cotation.

(c) Le prix de rachat sera payé immédiatement lors de la réalisation du rachat proposé.

(iii) Le porteur d'Actions Rachetées aura l'option de garder ses actions à condition qu'il s'engage envers la Société de prendre les mesures

nécessaires (soit en votant en ce sens, soit en signant une procuration à cet effet, ou par tout autre moyen) pour approuver le transfert du siège social en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Le Conseil a le pouvoir de faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et modifier les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.6 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations.

9.7 Rachat des Actions de Fondateurs avant la Date de Cotation Sous réserve des conditions posées à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le Conseil décidera que la Société rachètera avant la Date de Cotation les Actions de Fondateurs au prix de zéro virgule zéro zéro quatre-vingt-treize euros (EUR 0,0093) par Action de Fondateur au prorata de tous les porteurs d'Actions de Fondateurs dans les proportions nécessaires pour garantir que les Actions de Fondateurs représentent, après réalisation de l'Offre Publique Initiale, vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société. En rachetant ces Actions de Fondateurs, la Société devra autant que possible racheter un nombre égal d'actions de classe B1, d'actions de classe B2 et d'actions de classe B3.

9.8 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des Actionnaires sont adoptées lors des Assemblées Générales: L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque Action donne droit à un (1) vote.

10.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un Actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(iv) Tout Actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte

que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(v) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté sauf disposition contraire de la Loi sur les Sociétés Commerciales ou des Statuts.

(vi) Les Assemblées Générales sont convoquées par un avis écrit publié deux fois avec un intervalle minimum de huit jours et le second avis est publié au moins huit jours avant le jour de l'assemblée des Actionnaires dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations et dans un journal quotidien luxembourgeois. La période d'avis ne comprend pas le jour où il est notifié ni le jour pour lequel il est donné. L'avis doit spécifier l'agenda, l'heure et le lieu de l'assemblée et doit être donné conformément à toute disposition de droit des sociétés applicable et aux règles de toute bourse. Une assemblée est présumée avoir été dûment convoquée en cas d'accord de tous les Actionnaires. Chaque avis convoquant une assemblée générale annuelle doit décrire l'assemblée comme une assemblée générale annuelle.

(vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des Actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 11. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

11.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.

11.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

11.3 Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

11.4 L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de mai de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le Jour Ouvré suivant.

11.5 L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 12. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

12.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

12.2 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.

12.3 L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi sur les Sociétés Commerciales. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

13.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire ;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

14.2 Si aucune Réalisation n'a lieu pendant la Période d'Acquisition, la Société sera automatiquement dissoute le premier jour suivant la fin de la Période d'Acquisition. Le Conseil devra convoquer une Assemblée Générale pour reconnaître la liquidation de même que décider de la nomination d'un liquidateur conformément à l'article 5.2 ci-dessus.

14.3 L'Assemblée Générale doit nommer un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.4 Si aucun liquidateur n'est nommé, les gérants seront réputés liquidateurs à l'égard des tiers.

14.5 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes sera distribué aux actionnaires dans l'ordre de priorité suivant:

(i) Les Actions du Marché donneront droit au prorata à tous les produits de liquidation jusqu'au montant de EUR 9,92 par Action du Marché, puis

(ii) Les Actions de Fondateurs donneront droit au prorata à tous les produits de liquidation jusqu'au montant de EUR 0,0093 par Action de Fondateur,

(iii) Les Actions du Marché donneront droit au prorata à tous les produits de liquidations restant.

14.6 Si aucun liquidateur n'est nommé, les administrateurs seront, vis-à-vis des tiers, réputés liquidateurs.

Art. 15. Dispositions générales.

15.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

15.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Actionnaires.

POUR COPIE CONFORME DES STATUTS COORDONNES,

Belvaux, le 22 mars 2011.

Annex B

Amended version of the articles of association of the Absorbing Company

IVS Investment S.A.

Société anonyme

Luxembourg

R.C.S. Luxembourg, section B numéro 155 294

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name and Form. The name of the company is "IVS Group S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Commercial Companies Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Definitions.

Affiliate means in relation to any person, (a) a company or undertaking that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls, or is controlled by, or is under common control with, such person (and "control" (including the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with") means the possession, direct or indirect, of the power to direct or cause the direction of the management, policies or activities of a person whether through the ownership of securities, by contract or agency or otherwise); (b) a spouse, civil partner, former spouse, former civil partner, sibling, parent, child or step child (up to the age of 18) of such person; or (c) any person or persons acting in his or their capacity as trustee or trustees of a trust of which such person is the beneficiary. "Affiliated" shall have the correlative meaning.

Business Combination means a merger, share exchange, share purchase, asset acquisition, reorganization or similar transaction which can consist of a combination of one or more related operating businesses.

Business Day means a day on which banks are opened for regular business in Italy and Luxembourg.

Change of Control means any transaction or series of transactions other than a Business Combination or the Initial Offering which results in or is directed at (a) an acquisition of more than 33. % of the voting rights in the Company by a person or a group of persons acting in concert, (b) a merger with another entity as a result of which the Company shall cease to exist and the Shares in the Company are exchanged in shares or ownership interests in another entity or (c) any sale of assets of the Company or subsidiaries of the Company which on a consolidated basis exceed more than 50 % of the value of the total assets of the Company and its subsidiaries at market value.

Foundation Account means the account established outside of the United States of America and maintained by an entity as agent, into which the net proceeds of the Initial Offering was deposited by the Company or its Affiliates.

Founding Shares means the class B1 convertible shares, the class B2 convertible shares and the class B3 convertible shares issued by the Company.

Founding Shareholders means ITA1SV LP, a limited partnership formed under the laws of Guernsey, with registered office at Nerine House, St George's Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 3ZG, UK, EOS Servizi Fiduciari S.p.A. and Generali Pan Europe.

General Meeting means a general meeting of all Shareholders of the Company.

Initial Offering means the initial offering of Shares and warrants relating to Shares in the Company.

Listing Date means the date on which the trading of the Shares on the Professional Segment of the regulated Telematic Market for Investment Vehicles organized and managed by Borsa Italiana S.p.A. commenced.

Market Shareholder means a shareholder who owns Market Shares.

Market Shares means the class A shares issued by the Company.

Qualifying Shareholders' Meeting means the General Meeting convened to vote upon the Business Combination.

Realisation means the completion of a Business Combination in compliance with the investment policy as adopted by the Company in accordance with section 2.2.42 of the Rules of the markets organised and managed by Borsa Italiana, through one or more significant investments representing, in aggregate, more than 50% of the Company's total assets, as approved by the Qualifying Shareholders' Meeting.

Record Date means midnight (24.00h) on the date falling fourteen (14) days prior to the date of the General Meeting.

Shares means the Company's shares, including the Market Shares and the Founding Shares.

Shareholders means holders of Market Shares and Founding Shares.

Trading Day means a day on which the trading of the Shares on the Professional Segment of the regulated Telematic Market for Investment Vehicles organized and managed by Borsa Italiana S.p.A. is organized.

Transparency Law means the Luxembourg law of January 11, 2008 relating to the transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market.

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

3.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The Company's purpose is the acquisition, administration, holding, development and/or sale of shareholdings, including majority shareholdings, in industrial, commercial and service companies as well as the acquisition of any assets or interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities in either the Grand Duchy of Luxembourg or abroad and whether such companies, assets or entities exist or are to be created including by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of assets, securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, the strategic guidance and/or commercial, technical, administrative and financial coordination of direct and indirect subsidiaries and the direction of them.

4.2 From the date of its incorporation and for the purposes of the Company object, the Company may lend funds and may further grant any form of security in respect of any subsidiary and, in general, of any entity which forms part of the same group of entities as the Company.

4.3 The Company may carry out all transactions which directly or indirectly serve its purposes. The Company may in particular raise funds, especially through borrowing in any form or by issuing any debt or equity securities or instruments, including bonds, warrants or by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature; and participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. In any case, the Company must not invest more than twenty percent (20%) of its assets in units of Italian or foreign hedge funds.

Art. 5. Duration.

5.1 The duration of the Company is until December 31, 2049 and can be extended by resolution of the General Meeting.

5.2 The Company may not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

Art. 6.1. The share capital is set at three hundred and eighty six thousand six hundred and twenty six euros (386,626.- EUR), represented by thirty seven million six hundred and seventy four thousand one hundred and ninety (37,674,190) class A shares (Market Shares), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B1 convertible shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B2 convertible shares and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B3 convertible shares, in registered form, without nominal value, all subscribed and fully paid-up.

6.2 The authorised capital is set at one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000) divided into shares without designation of a nominal value. The Board is authorized, during a period of five years starting on November 2, 2010 to issue Market Shares, but not Founding Shares, and to grant options or warrants to subscribe for Market Shares, to such persons and on such terms as they shall deem fit (and in particular to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued). In particular, the Board may within the limits of the authorised capital:

(i) increase the current share capital in one or several times by an amount up to a total issued capital of one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000), by the issuance of new Market Shares or without any such issuance, and the granting of options and warrants to subscribe for such shares, with or without consideration;

(ii) grant options and warrants to subscribe for Market Shares with or without considerations;

(iii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights in relation to the new Market Shares, options and warrants, to be issued and determine the persons authorised to subscribe to the new Market Shares options and warrants; and

(iv) record by way of a notarial deed each share capital increase and amend the share register accordingly.

The Market Shares, options and warrants issued and to be issued by the Company within the authorized capital include:

(i) five million (5,000,000) warrants allowing for the subscription of one Market Share each were issued to Founding Shareholders in the context of the Initial Offering;

(ii) fifteen million (15,000,000) Market Shares issued, each with a warrant attached allowing for the subscription of one Market Share each in the context of the Initial Offering; and

(iii) up to twenty million (20,000,000) Market Shares may be issued to meet exercise requests under warrants issued pursuant to (i) and (ii) above; the Market Shares to be issued upon exercise of the warrants, may if so provided for by the relevant instrument terms and conditions, be issued to warrant holders against incorporation of existing reserves to the capital.

6.3 All Market Shares issued by the Company are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Commercial Companies Law and may be redeemed in accordance with the conditions set out in the Commercial Companies Law and in articles 9.4 and 9.5 below. Founding Shares are redeemable in the sense of article 49-8 of the Commercial Companies Law and may be redeemed in accordance with the conditions set out in the Commercial Companies Law.

6.4 Market Shares and Founding Shares entitle the holder to the same rights except for the specific rights expressly set forth in further details in the Articles.

6.5 The Company's share capital may also be increased or decreased in accordance with the conditions of the Commercial Companies Law by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

Art. 7. Shares.

7.1 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.2 A register of Shares is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

7.3 A share transfer is carried out by entering in the register of Shares, a declaration of transfer, dated and signed by the transferor and the transferee or by their authorised representatives and following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of a share transfer other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

7.4 Shares may be held directly or with a broker, bank, custodian, dealer or other qualified intermediary, which will hold them through a securities settlement system either directly as a participant of such system or indirectly through such a participant.

7.5 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

7.6 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Commercial Companies Law.

Art. 8. Conversion of Founding Shares.

8.1 All class B1 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B1 share on the date falling 6 months after the date of the Realisation, as stated by the Board, in accordance with article 8.8 hereafter.

8.2 All class B2 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B2 share upon confirmation by the Board, in accordance with Article 8.8 hereafter, that the per Market Share volume-weighted average price (prezzo ufficiale) on the Italian Stock Exchange (the "VWAP") for any period of 20 Trading Days out of 30 consecutive Trading Days (whereby such 20 Trading Days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 11.00.

8.3 All class B3 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B3 share upon confirmation by the Board, in accordance with article 8.8 hereafter, that the VWAP for any period of 20 Trading Days out of 30 consecutive Trading Days (whereby such 20 Trading Days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 12.00.

8.4 If, after the Listing Date, the number of outstanding Market Shares is decreased by a reverse stock split or other similar event, or is increased by a split up or other similar event, then the ratio referred to in articles 8.1, 8.2 and 8.3 shall be subject to adjustment in proportion to such decrease or increase in outstanding Market Shares in order to effectuate the intent and purpose of this article 8.

8.5 Notwithstanding articles 8.2 and 8.3 above, if the conditions set forth in article 8.2 and 8.3 are fulfilled prior to the first anniversary date of the Realisation, the relevant Founding Shares shall be converted on the first anniversary of the Realisation.

8.6 Founding Shares which have not been converted at the time when, after the Realisation, a Change of Control occurs, as stated by the Board in accordance with Article 8.8 hereafter will be converted to Market Shares as follows:

(i) class B1 shares shall be automatically converted into class A shares immediately upon the occurrence of a Change of Control at a ratio of one class Market Share per Founding Share;

(ii) class B2 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B2 share if the transaction or series of transactions determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 11.00;

(iii) class B3 shares shall be automatically converted into class A shares at a ratio of one class A share per class B3 share if the transaction or series of transactions determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 12.00.

8.7 As soon as possible after the conversion of Founding Shares into Market Shares, the Board shall take the necessary steps to reflect the modification of the number of shares.

(i) The Board shall have the power to make any statement in front of a Luxembourg notary to reflect any conversion of shares in accordance with this article 8 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration, with the Trade and Companies' Register and to any publication in the Memorial;

(ii) Alternatively, the Board may convene an extraordinary General Meeting to amend the Articles of the Company in such a manner as to reflect such conversion.

As from the date of their conversion, and notwithstanding any delay or default of the Company to amend the articles in order to reflect such conversion, the converted Founding Shares shall have the same rights and obligations as the Market Shares otherwise existing at the time.

8.8 The date of the Realisation shall be conclusively evidenced by a resolution of the Board stating that the Realisation has occurred and stating the date of the completion of the Business Combination. The meeting of the conditions set forth in articles 8.2, 8.3 and 8.6 shall be conclusively evidenced by a resolution of the Board noting such occurrence and setting forth the applicable calculations or circumstances.

8.9 Subject to the conditions set forth by article 49-8 of the Commercial Companies Law any Founding Shares which are not converted into Market Shares in accordance with article 8 above prior to the fifth (5th) anniversary date of the Realisation shall be redeemed by the Company within six months following such fifth (5th) anniversary date of the Realisation at the price of zero point zero zero nine three euro (EUR 0.0093) per Founding Share.

III. Management - Representation

Art. 9. Board of directors.

9.1 Composition of the board of directors

(i) The Company is managed by the Board composed of at least three (3) members, who need not be Shareholders.

(ii) The General Meeting appoints the director(s) and determines their number, remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.

(iii) Directors may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative who represents such entity in its duties as a director. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the majority of the remaining directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting.

9.2 Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Commercial Companies Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may establish one or several internal committees and shall determine their power and composition.

(iv) The Board is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers, other agents or an executive committee, whether Shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

9.3 Procedure

(i) The Board must appoint a chairman among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board is convened upon the initiative of the chairman or upon the request of any two (2) directors. Board meetings shall take place, at the venue indicated in the notice which, can be Luxembourg or any other country of the European Union.

(iii) Written notice of any meeting of the Board is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Unless otherwise provided for in the Articles, resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the directors present or represented. The chairman has a casting vote in the event of tie. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman and the secretary (if any).

(vi) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the directors are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(viii) Any director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the Board thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in these deliberations. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the Shareholders before any vote, at the next General Meeting.

9.4 Redemption of Market Shares at the initiative of the Shareholders upon approval of a Business Combination

(i) At the time the Company seeks Shareholders' approval of a Business Combination, each Market Shareholder will have the right to request the redemption of all or part of its Market Shares for cash. Such Market Shares will be redeemed by the Company under the conditions set forth by Article 49-8 of the Commercial Companies Law and under the following conditions:

1. Any such request will have to be sent to the Company's registered office in the form reasonably decided by the Board at any time after the disclosure of the Shareholder information relating to the required Market Shareholders' approval for the proposed Business Combination but received by the Company at the latest by 6.00 pm central European time five (5) Business Days prior to the day of the general meeting of Market Shareholders convened to approve the Business Combination.

2. The Company will redeem from each Market Shareholder who have requested redemption of Market Shares a maximum number of Shares equal to the number of Market Shares for which such Market Shareholder has voted against the Business Combination at the Qualifying Shareholders' Meeting.

3. A Market Shareholder, together with any of its Affiliates or any other person with whom it is acting in concert, will be restricted from seeking redemption rights with respect to more than ten percent (10%) of the Market Shares. A determination as to whether a Shareholder and/or the party with whom it is acting in concert shall be made on the basis of the Transparency Law relating to transparency obligations for issuers of securities.

4. The redemption price for each Market Share will be equal to (x) the out-standing amount in the Foundation Account on the date of determination reduced by the amounts already earmarked for release to pay incurred expenses of the Company and such amount required to pay certain taxes, fees and expenses related to the Foundation Account, divided by (y) the number of Market Shares as of the Listing Date.

5. The redemption price will be paid as soon as practicable, but in no event later than sixty (60) Business Days, following the Realisation.

6. Redemption shall only take place provided that the Shares for which redemption has been requested have been transferred to a securities account set-up by the Company for this purpose (the "**Redemption Securities Account**") by the day of a Qualifying Shareholders' Meeting and that these Shares remain held in the Redemption Securities Account until the Realisation.

(ii) Any redemption request will become null and void in the following cases:

1. The conditions set forth in Section 9.4(i) above for the redemption have not been complied with;

2. The Market Shareholder has withdrawn its application request by 6.00 pm central European time five (5) Business Days before the Realisation; or

3. Liquidation of the Company under Article 14 below. In such case, the relevant Shares which had been transferred to the Redemption Securities Account by the relevant Market Shareholder will be released and transferred to the relevant Market Shareholder securities account in compliance with any anti-money laundering procedures.

(iii) The Board is empowered to make any statement, sign all documents, create and amend all registers and do everything which is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfilment of any Market Share redemption in accordance with this article 9.4 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies and to any publication in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

9.5 Redemption of Market Shares at the initiative of the Company upon transfer of the corporate seat of the Company

(i) At the time the Company seeks Shareholders' approval for a transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg, the Company may request redemption of Market Shares (the "**Redeemed Shares**") for which no favourable vote has been expressed in relation with the transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) Such Redeemed Shares will be redeemed by the Company under the conditions set forth by Article 49-8 of the Commercial Companies Law and under the following conditions:

i. Any such request will have been sent to the owner of the Redeemed Shares by registered letter.

ii. The redemption price for each Redeemed Share will be the highest of either:

1. the VWAP for the period of 20 Trading Days immediately preceding the Shareholders' meeting convened to approve a transfer of the corporate seat of the Company outside of the Grand Duchy of Luxembourg; and

2. (x) the outstanding amount on the Foundation Account by the date of determination reduced by amounts already earmarked for release to pay incurred expenses of the Company and such amount required to pay certain taxes, fees and expenses related to the Foundation Account, divided by (y) the number of Market Shares as of the Listing Date.

iii. The redemption price will be paid immediately upon completion of the proposed redemption.

iv. The maximum number of Redeemed Shares will not exceed 35% of the outstanding Market Shares of the Company.

(iii) The holder of the Redeemed Shares shall have the option to keep its shares provided it undertakes to the Company to take the necessary steps (either by voting in favor or, or executing a proxy to this effect, or any other similar means) to approve the transfer of the corporate seat outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) The Board is empowered to make any statement, sign all documents, create and amend all registers and do everything which is lawful, necessary or simply useful in view of the accomplishment and fulfilment of any Market Share redemption in accordance with this article 9.5 and to proceed, in accordance with the requirements of Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies and to any publication in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations).

9.6 Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of the chairman of the Board.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

9.7 Cumulative Redemption

In no event shall redemptions, pursuant to Sections 9.4 and 9.5, exceed in the aggregate and on a cumulative basis 35% of the outstanding Market Shares of the Company

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders.

10.1 Powers and voting rights

(i) Resolutions of the Shareholders are adopted at the General Meetings. The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Each Share entitles to one (1) vote.

10.2 Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) General Meetings are held at such place and time as specified in the notices.

(ii) If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(iii) A Shareholder wishing to attend a General Meeting notifies the Company thereof at the latest on the Record Date in writing by mail, fax or electronic mail.

(iv) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

(v) Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions), nor an abstention, are void.

(vi) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented unless otherwise provided for in the Commercial Companies Law or in the Articles.

(vii) The convening notices for any General Meeting shall contain the agenda, the place, date and time of the meeting, the precise description of the procedures that Shareholders must comply with in order to be able to participate and cast their votes in the General Meeting, the Record Date, the manner in which Shareholders must register to be admitted, and the homepage and the mail and electronic address at which the complete text of any documents to be made available to Shareholders and any draft resolutions to be adopted can be obtained. Such notice shall take the form of an announcement published, thirty (30) days before the meeting at least in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in any other media which can easily and on a non-discretionary basis be accessed within the European Community. Notices by mail shall be sent thirty (30) days before the meeting to the members of Board, as well as the auditor(s) of the Company, but no proof needs to be given that this formality has been complied with. In case the Shares are listed on a foreign stock exchange, the notices shall in addition be published in such other manner as may be required by laws, rules or regulations applicable to companies listed on such stock exchange from time to time.

Within a period starting thirty (30) days before, and ending at the date of, the General Meeting, any documents which must be made available to the Shareholders for the relevant General Meeting in accordance with applicable legal provisions will also be made available by the Company on its website.

In the event that all Shares have been issued in registered form, the convening notice for a General Meeting shall, in addition, be sent by registered letter addressed to the Shareholders at least thirty (30) days before the meeting. If letters are sent to registered Shareholders while the convening notices are published according to the first paragraph of this Article 10.2(vii) such letters need not be in registered form.

(viii) The extraordinary General Meeting may amend the Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Company. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened in the same manner described in Article 10.2(vii) provided that the convening notice may be published seventeen (17) days before the General Meeting. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. Whether on first or second call resolutions of the extraordinary General Meeting must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(ix) One (1) or several Shareholders, representing at least five (5) per cent. of the Company's share capital, may request the addition of one (1) or several items to the agenda of any General Meeting and file draft resolutions in this respect. Such request and draft resolution(s) must be sent to the Company's registered office or as indicated in the convening notice by registered letter or by electronic mail at least twenty-two (22) days prior to the date of the General Meeting, and shall be accompanied by a proof of the shareholding of such Shareholders. In case such request entails a modification of the agenda of the relevant meeting, the Company will make available a revised agenda at the latest fifteen (15) days prior to the General Meeting.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 11. Financial year and approval of annual accounts.

11.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

11.2 Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the officers, directors and statutory auditors towards the Company.

11.3 One month before the annual General Meeting, the Board provides documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditors, who then prepare a report setting forth their proposals.

11.4 The annual General Meeting is held at the address of the registered office or at such other place in the municipality of the registered office, as may be specified in the notice, on the second Tuesday of May of each year at 11.00 a.m.. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following Business Day.

11.5 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Art. 12. Statutory auditors / Réviseurs d'entreprises.

12.1 The operations of the Company are supervised by one or several statutory auditors (commissaires).

12.2 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

12.3 The General Meeting appoints the statutory auditors/réviseurs d'entreprises and determines their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. Statutory auditors/réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1 From the annual net profits of the Company, five percent (5%) is allocated to the reserve required by law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten percent (10%) of the share capital.

13.2 The General Meeting determines how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends is taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

(iv) in their report to the Board, as applicable, the statutory auditors or the réviseurs d'entreprises must verify whether the above conditions have been satisfied.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

14.2 The General Meeting shall appoint one or several liquidators, who need not to be shareholder(s), to carry out the liquidation and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

Art. 15. General provisions.

15.1 Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.3 All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Follows the French translation:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1er. Dénomination et Forme. Le nom de la société est "IVS Group S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés Commerciales), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Définitions.

Affiliée signifie, concernant une personne, (a) une société ou entreprise qui directement, ou indirectement par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, contrôle ou est contrôlée par ou se trouve sous un contrôle commun avec cette personne (et «contrôle» -en ce compris «contrôlant», «contrôlé par» et «sous un contrôle commun avec» -signifie la détention, directe ou indirecte, du pouvoir d'orienter ou de faire orienter la gestion, les politiques ou activités d'une personne, que ce soit par la détention de titres, par contrat ou représentation ou autrement); (b) un époux(se), partenaire civil(e), ex-époux(se), ex-partenaire civil(e), frère, soeur, parent, enfant ou enfant du conjoint (jusqu'à l'âge de 18 ans) de cette personne; ou (c) toute(s) personne(s) agissant dans sa ou leurs qualité(s) de fiduciaire(s) (trustee) dont cette personne est le bénéficiaire. L'adjectif «Affilié» a la signification corrélative.

Regroupement signifie la réalisation, pendant de la Période d'Acquisition, d'une fusion, échange d'actions, acquisition d'actions, acquisition d'actifs, réorganisation ou transaction similaire qui peut consister dans la combinaison d'une ou plusieurs exploitations liées.

Jour Ouvré signifie un jour auquel les banques sont normalement ouvertes en Italie et au Luxembourg.

Changement de Contrôle signifie une transaction ou série de transactions, autre qu'un Regroupement ou que l'Offre Initiale, résultant dans ou orientée en vue de (a) une acquisition de plus de 33. % des droits de vote dans la Société par une personne ou un groupe de personnes agissant de concert, (b) une fusion avec une autre entité suite à laquelle la Société cesserait d'exister et les Actions dans la Société seraient échangées contre des actions ou participations dans une autre entité ou (c) une cession d'actifs de la Société ou d'une filiale de la Société qui sur une base consolidée dépasserait 50% de la valeur totale des actifs de la Société et ses filiales à la valeur du marché.

Compte-Fondation signifie un compte établi en dehors des Etats-Unis d'Amérique et tenu par une entité en tant qu'agent sur lequel des produits nets de l'Offre Initiale ont été déposés par la Société ou un de ses Affiliés.

Actions de Fondateurs signifie les actions convertibles de classe B1, les actions convertibles de classe B2 et les actions convertibles de classe B3 émises par la Société.

Actionnaires-Fondateurs signifie ITA1SV LP, une société en commandite simple (limited partnership) établie conformément aux lois de Guernsey; ayant son siège

social à Nerine House, St George's Place, St Peter Port, Guernsey, GY1 3ZG, UK, EOS Servizi Fiduciari S.p.A. et Generali Pan Europe..

Assemblée Générale signifie une assemblée générale de tous les Actionnaires de la Société.

Offre Initiale signifie la première offre d'Actions et de warrants relatifs aux Actions dans la Société.

Date de Cotation signifie la date à laquelle a commencé la négociation des Actions sur le Segment Professionnel du Marché Télématique régulé pour les Véhicules d'Investissement organisés et gérés par Borsa Italiana S.p.A..

Actionnaire du Marché signifie un actionnaire détenant des Actions du Marché.

Actions du Marché signifie les actions de classe A émises par la Société.

Assemblée Qualifiée des Actionnaires signifie l'Assemblée Générale convenue afin de voter sur la question du Regroupement.

Réalisation signifie l'exécution d'un Regroupement, conformément à la politique d'investissement telle qu'adoptée par la Société selon la section 2.2.42 du Règlement des marchés organisés et gérés par la Bourse Italienne par le biais d'un ou plusieurs investissements significatifs représentant au total, plus de 50% de tous les actifs de la Société, tel qu'approuvé par l'Assemblée Qualifiée des Actionnaires.

Date d'Enregistrement signifie minuit (24.00 heures) le quatorzième jour qui précède l'Assemblée Générale.

Actions signifie les actions de la Société, comprenant les Actions du Marché et les Actions de Fondateurs.

Actionnaires signifie les titulaires d'Actions du Marché et d'Actions de Fondateurs.

Jour de Cotation signifie un jour auquel la négociation des Actions sur le Segment Professionnel du Marché Télématique réglementé pour les Véhicules d'Investissement organisé et dirigé par Borsa Italiana S.p.A. est organisée.

Loi sur la Transparence signifie la loi luxembourgeoise du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

3.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 4. Objet social.

4.1 L'objet de la Société est l'administration, la détention, le développement et/ou la vente de parts, y compris de parts majoritaires dans des sociétés industrielles, commerciales et de services, ainsi que l'acquisition d'actifs ou intérêts et de droits de toute sorte et toute autre forme d'investissement dans des entités situées aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, que ces entités existent ou qu'elles soient à créer, notamment par voie de souscription, acquisition par achat, vente ou échange d'actifs, titres ou droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres de propriété, titres de créances, brevets et licences, l'orientation stratégique et / ou la coordination commerciale, technique, administrative et financière des filiales directes et indirectes, ainsi que leur direction.

4.2 Dès la date de sa constitution et pour les fins de son objet social, la Société peut également prêter toute somme et délivrer toute forme de sûreté pour l'exécution d'obligations de toute filiale et, en général, de toute entité qui fait partie du même groupe d'entités que la Société.

4.3 La Société peut effectuer toutes les transactions qui directement ou indirectement contribuent à son objet social. La Société peut notamment lever des fonds, en particulier par le biais de prêts quelle qu'en soit la forme ou en émettant des valeurs mobilières ou des titres de créances, en ce compris les obligations et warrants, ou en acceptant toute autre forme d'investissement ou en octroyant des droits de quelque nature que ce soit, et participer à la constitution, le développement et/ou le contrôle d'une entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. En tout état de cause, la Société ne peut investir plus de vingt pour cent (20%) de ses actifs dans des parts de fonds alternatifs (hedge funds) italiens ou étrangers.

Art. 5. Durée.

5.1 La Société est constituée pour une durée déterminée expirant le 31 décembre 2049 et qui peut être étendue par une résolution de l'Assemblée Générale.

La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

II. Capital – Actions

Art. 6. Capital.

Art. 6.1. Le capital social est fixé à trois cent quatre-vingt-six mille six cent vingt-six euros (EUR 386.626), représenté par trente-sept millions six cent soixante-quatorze mille cent quatre-vingt-dix (37.674.190) actions de classe A (Actions de Marché), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) actions convertibles de classe B1, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) actions convertibles de classe B2 et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) actions convertibles de classe B3 sous forme nominative, sans valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

6.2 Le capital autorisé est fixé à cent cinquante millions d'euros (EUR 150.000.000,-), divisé en actions sans indication de valeur nominale. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq ans à partir du 2 novembre 2010, à émettre des Actions du Marché, à l'exclusion des Actions de Fondateurs, et accorder des options ou des warrants de souscription à des Actions du Marché, aux personnes et sous les conditions qu'ils jugeront convenables (et notamment de procéder à l'émission sans garder pour les actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux actions ainsi émises). En particulier, le Conseil peut, dans les limites du capital autorisé:

(i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois jusqu'à un capital total émis de cent cinquante millions d'euros (150.000.000), par l'émission d'Actions du Marché ou sans une telle émission et l'octroi d'option ou warrants de souscription à de telles actions avec ou sans considération;

(ii) accorder des options et warrants pour souscrire à des Actions du Marché avec ou sans considérations;

(iii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles Actions du Marché, options et warrants, à émettre et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux Actions du Marché, options et warrants; et

(iv) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

Les Actions du Marché, options et warrants émises et à émettre par la Société dans le cadre du capital autorisé incluent:

(i) cinq millions (5.000.000) de warrants autorisant chacun la souscription d'une Action du Marché ont été émises aux Actionnaires Fondateurs dans le contexte de l'Offre Initiale;

(ii) quinze millions (15.000.000) d'Actions du Marché émises chacune ayant un warrant y attaché autorisant chacun la souscription d'une Action du Marché dans le contexte de l'Offre Initiale; et

(iii) jusqu'à vingt millions (20.000.000) d'Actions du Marché à émettre pour satisfaire les demandes d'exercice de warrants, émises conformément aux points (i) et (ii) ci-dessus; les Actions du Marché devant être émises sur exercice des warrants peuvent, si les conditions générales de l'instrument concerné le prévoient, être émises pour les

détenteurs de warrants en contrepartie de la constitution de réserves existantes dans le capital.

6.3 Toutes les Actions du Marché émises par la Société sont des actions rachetables conformément à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et peuvent être rachetées conformément aux conditions décrites dans la Loi sur les Sociétés Commerciales et dans les articles 9.4 et 9.5 ci-dessous. Les Actions de Fondateurs sont rachetables au sens de l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et peuvent être rachetées conformément aux conditions posées dans la Loi sur les Sociétés Commerciales.

6.4 Les Actions du Marché et les Actions de Fondateurs donnent à leurs détenteurs les mêmes droits, exceptés les droits spécifiques expressément exposés plus en détail dans les Statuts.

6.5 Le capital de la Société peut également être augmenté ou diminué conformément aux conditions précisées dans la Loi sur les Sociétés Commerciales par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les règles exigées en cas de modification des statuts.

Art. 7. Actions.

7.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

7.2 Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Actionnaire.

7.3 Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des Actions, d'une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

7.4 Les actions peuvent être détenues directement ou par un courtier, une banque, un dépositaire, un agent ou un autre intermédiaire qualifié qui les détient par le truchement d'un système de règlement des titres soit directement en tant qu'utilisateur de ce système soit indirectement à travers un tel usager.

7.5 Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

7.6 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Art. 8. Conversion des Actions de Fondateurs.

8.1 Toutes les actions de classe B1 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité d'une action de classe A contre une action de classe B1 à la date

survenant 6 mois après la date de la Réalisation, telle que déterminée par le Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après.

8.2 Toutes les actions de classe B2 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité de une action de classe A contre une action de classe B2 sur confirmation du Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après, que le prix moyen du cours par Actions du Marché (prezzo ufficiale) sur la Bourse Italienne (le «VWAP») pour une période de 20 Jours de Cotation sur 30 Jours de Cotation consécutifs (où les 20 Jours de Cotation n'ont pas à être consécutifs) est égal ou excède EUR 11,-.

8.3 Toutes les actions de classe B3 seront automatiquement converties en actions de classe A à une parité de une action de classe A contre une action de classe B3 sur confirmation du Conseil, conformément à l'article 8.8 ci-après, que le VWAP pour une période de 20 Jours de Cotation sur 30 Jours de Cotation consécutifs (où les 20 Jours de Cotation n'ont pas à être consécutifs) est égal ou excède EUR 12,-.

8.4 Si, après la Date de Cotation, le nombre d'Actions du Marché émises est diminué par un regroupement d'actions ou tout autre événement, ou est augmenté par un fractionnement ou tout autre événement, alors la parité évoquée aux articles 8.1, 8.2 et 8.3 sera ajustée en proportion de cette diminution ou augmentation des Actions du Marché émises dans le but de cet article 8.

8.5 Nonobstant les articles 8.2 et 8.3 ci-dessus, si les conditions posées à l'article 8.2 et 8.3 sont réalisées avant le premier anniversaire de la Réalisation, les Actions de Fondateurs concernées seront converties à la date premier anniversaire de la Réalisation.

8.6 Les Actions de Fondateurs qui n'ont pas été converties au moment où, après la Réalisation, un Changement de Contrôle a lieu, tel que déterminé par le Conseil conformément à l'article 8.8 ci-après, seront converties en Actions du Marché comme suit:

(i) Les actions de classe B1 seront automatiquement converties en actions de classe A immédiatement à la survenance d'un Changement de Contrôle à la parité d'une Action du Marché contre une Action de Fondateur;

(ii) Les actions de classe B2 seront automatiquement converties en actions de classe A à la parité d'une action de classe A contre une action de classe B2 si la transaction ou la série de transactions qui détermine le Changement de Contrôle est conclue à un prix par Action du Marché égal ou supérieur à EUR 11,-;

(iii) Les actions de classe B3 seront automatiquement converties en actions de classe A à la parité d'une action de classe A contre une action de classe B3 si la transaction ou la série de transactions qui détermine le Changement de Contrôle est conclue à un prix par Action du Marché égal ou supérieur à EUR 12,-.

8.7 Aussitôt après la conversion des Actions de Fondateurs en Actions du Marché, le Conseil prendra les mesures nécessaires pour refléter les modifications du nombre d'actions.

(i) Le Conseil aura le pouvoir de faire toute constatation devant un notaire luxembourgeois pour refléter une conversion d'actions conformément à cet article 8 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés et à toute publication dans le Mémorial;

(ii) Alternativement, le Conseil peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire pour modifier les Statuts de manière à refléter cette conversion.

Dès la date de leur conversion, et nonobstant tout retard ou défaillance de la Société d'amender les statuts afin de refléter cette conversion, les Actions de Fondateurs converties devront avoir les mêmes droits et obligations que les Actions du Marchés existant en outre à cet instant.

8.8 La date de la Réalisation sera prouvée par une résolution du Conseil constatant que la Réalisation est survenue et constatant la date de réalisation du Regroupement. La réunion des conditions posées aux articles 8.2, 8.3 et 8.6 sera prouvée par une résolution du Conseil constatant cette survenance et posant les méthodes de calcul ou circonstances applicables.

8.9 Sous réserve des conditions posées à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, les Actions de Fondateurs qui ne sont pas converties en Actions du Marché conformément à l'article 8 ci-dessus avant le cinquième anniversaire de la Réalisation seront rachetées par la Société dans les 6 mois suivant ce cinquième anniversaire de la Réalisation au prix de zéro virgule zéro zéro quatre-vingt-treize euros (EUR 0,0093) par Action de Fondateur.

III. Gestion - Représentation

Art. 9. Conseil d'administration.

9.1 Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être Actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.2 Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou les Statuts à ou aux Actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut établir un ou plusieurs comités internes et en déterminer les pouvoirs et la composition.

(iv) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

9.3 Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit à l'initiative du président ou d'au moins deux (2) administrateurs. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui peut être au Luxembourg, ou dans un autre pays de l'Union Européenne.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Sauf disposition contraire des Statuts, les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et par le secrétaire (s'il en existe un).

(vi) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(viii) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux Actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.4 Rachat des Actions du Marché à l'initiative des Actionnaires lors de l'approbation d'un Regroupement

(i) Au moment où la Société demande l'approbation des Actionnaires pour un Regroupement, chaque Actionnaire du Marché aura le droit de demander le rachat de tout ou partie de ses Actions du Marché contre des espèces. Ces Actions du Marché seront rachetées par la Société conformément aux conditions prévues par l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et aux conditions suivantes:

1. Cette demande devra être envoyée au siège social de la Société dans la forme raisonnablement décidée par le Conseil à tout moment après information des Actionnaires au sujet de l'approbation requise des Actionnaires du Marché pour la proposition de Regroupement, mais reçue par la Société au plus tard à 18 heures, heure normale d'Europe centrale, 5 Jours Ouvrés avant le jour de l'assemblée générale des Actionnaires du Marché convoquée pour approuver le Regroupement.

2. La Société rachètera à chacun des Actionnaires du Marché qui aura fait la demande de rachat de ses Actions du Marché un nombre maximum d'Actions égal au nombre d'Actions du Marché pour lesquelles cet Actionnaire du Marché a voté contre le Regroupement à l'Assemblée Qualifiée des Actionnaires.

3. Un Actionnaire du Marché, avec ses Affiliés ou toute autre personne avec laquelle il agit de concert, ne pourra demander le rachat pour un nombre d'actions supérieur à dix pour cent (10%) des Actions du Marché. Une détermination quant à l'Actionnaire et/ou la partie avec laquelle il agit de concert sera faite sur la base de la Loi sur la Transparence relative aux obligations de transparence pour les émetteurs de titres.

4. Le prix de rachat pour chaque Action du Marché sera égale au (x) montant en suspens sur le Compte-Fondation à la date de détermination diminué des montants déjà affectés au paiement de frais encourus par la Société et les montants requis pour s'acquitter de certains impôts et taxes, frais et dépenses relatives au Compte-Fondation, divisé par (y) le nombre d'Actions du Marché à la Date de Cotation.

5. Le prix de rachat sera payé dans les meilleurs délais, mais en aucun cas plus tard que soixante (60) Jours Ouvrés suivant la Réalisation.

6. Le rachat ne pourra avoir lieu qu'à condition que les Actions pour lesquelles une demande de rachat a été formulée aient été transférées sur un compte-titres établi par la Société à cet effet (le «Compte de Rachat de Titres») le jour d'une Assemblée Qualifiée des Actionnaires et que ces Actions restent détenues sur ce Compte de Rachat de Titres jusqu'à la Réalisation.

(ii) Toute demande de rachat sera nulle et privée d'effet dans les cas suivants:

1. Les conditions posées à la Section 9.4 (i) ci-dessus pour le rachat n'ont pas été observées;

2. L'Actionnaire du Marché a rétracté sa demande au plus tard à 18 heures, heure normale d'Europe centrale, cinq (5) Jours Ouvrés avant la Réalisation; ou

3. Liquidation de la Société conformément à l'article 14 ci-dessous. Dans ce cas, les Actions concernées qui avaient été transférées sur le Compte de Rachat de Titres par l'Actionnaire du Marché concerné seront libérées et transférées sur le compte-titres de l'Actionnaire du Marché concerné dans le respect des procédures de lutte contre le blanchiment d'argent.

(iii) Les actionnaires donnent procuration irrévocable au Conseil pour faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et amender les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.4 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations.

9.5 Rachat d'Actions du Marché à l'initiative de la Société lors du transfert de siège social de la Société

(i) Lorsque la Société requiert l'approbation des Actionnaires pour un transfert du siège social de la Société, en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, la Société peut demander le rachat de ses Actions du Marché (les Actions Rachetées) pour lesquelles aucun vote favorable n'a été exprimé concernant le transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(ii) Ces Actions Rachetées seront rachetées par la Société selon les conditions décrites à l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et selon les conditions suivantes:

i. Toute demande sera envoyée au détenteur des Actions Rachetées par envoi recommandé.

ii. Le prix de rachat pour chaque Action Rachetée sera le plus élevé entre:

1. Le VWAP pour la période de 20 Jours de Cotation précédant immédiatement l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée pour approuver un transfert du siège social de la Société en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, et

2. (x) le montant en suspens sur le Compte-Fondation à la date de détermination diminué des montants déjà affectés au paiement de frais encourus par la Société et les montants requis pour s'acquitter de certains impôts et taxes, frais et dépenses relatives au Compte-Fondation, divisé par (y) le nombre d'Actions du Marché à la Date de Cotation.

iii. Le prix de rachat sera payé immédiatement lors de la réalisation du rachat proposé.

iv. Le nombre maximum d'Actions Rachetées n'excédera pas 35% des Actions de Marché restantes.

(iii) Le porteur d'Actions Rachetées aura l'option de garder ses actions à condition qu'il s'engage envers la Société de prendre les mesures nécessaires (soit en votant en ce sens, soit en signant une procuration à cet effet, ou par tout autre moyen) pour approuver le transfert du siège social en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Le Conseil a le pouvoir de faire toute déclaration, signer tous les documents, créer et modifier les registres et accomplir toutes démarches légales, nécessaires ou simplement utiles en vue de l'accomplissement et de la réalisation de tout rachat d'Actions du Marché conformément à l'article 9.5 et de procéder, conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, à tout enregistrement dans le Registre du Commerce et des Sociétés et toute publication dans le Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations.

9.6 Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par la signature du président du Conseil.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

9.7 Rachat cumulatif

En aucun cas les rachats effectués selon les articles 9.4 et 9.5 ne peuvent excéder au total et sur une base cumulée 35% des Actions du Marché restantes.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des Actionnaires sont adoptées lors des Assemblées Générales. L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque Action donne droit à un (1) vote.

10.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un Actionnaire désirant assister à une Assemblée Générale notifiera la Société au plus tard à la Date d'Enregistrement par écrit par voie postale, fax ou courrier électronique.

(iv) Un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un Actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(v) Tout Actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(vi) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté sauf disposition contraire de la Loi sur les Sociétés Commerciales ou des Statuts.

(vii) Les notifications de convocation pour les Assemblées Générales contiendront l'ordre du jour, l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée, la description précise des procédures que les Actionnaires doivent satisfaire afin de participer et voter lors de l'Assemblée Générale, le Date d'Enregistrement, la manière par laquelle les Actionnaires doivent être enregistrés afin d'être admis, le site web, les adresses postale et de courrier électronique sur lesquelles le texte complet de tout document est rendu accessible aux Actionnaires et tout projet de résolution peut être obtenu. Ces notifications prendront la forme d'une annonce publiée au moins trente (30) jours avant l'assemblée au Mémorial, dans un journal luxembourgeois et tout autre médium pouvant accessible facilement et sur une base non discriminatoire dans l'Union Européenne. Les notifications par voie postale seront envoyées trente (30) jours avant l'Assemblée aux membres du Conseil, tout comme aux auditeurs de la Société,

cependant aucune preuve du respect de ces formalités n'est nécessaire. Dans le cas où les actions sont cotées sur une bourse étrangère, les notifications seront en plus publiées de toute autre façon requise par les lois, règles ou réglementations applicables aux sociétés cotées sur de telles bourses.

Trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale, tout document qui doit être rendu accessible aux Actionnaires, conformément aux prescriptions légales applicables, pour l'Assemblée Générale, sera aussi accessible sur le site web de la Société.

Dans le cas où l'ensemble des Actions ont été émises sous la forme nominative, la convocation à l'Assemblée Générale sera, en plus, envoyée par lettre recommandée aux Actionnaires au moins trente (30) jours avant sa tenue. Si des lettres sont envoyées à des Actionnaires inscrits alors que les convocations sont publiées selon le premier paragraphe de cet Article 10.2 (vii), ces convocations pourront être envoyées par lettre simple.

(viii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée conformément à l'article 10.2 (vii) à condition que la notification de la convocation puisse être publiée dix-sept (17) jours avant l'Assemblée Générale. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Que ce soit suite à la première convocation ou à la seconde, les résolutions de l'Assemblée Générale doivent être adoptées par au moins deux tiers des voix exprimées.

(ix) Un (1) ou plusieurs Actionnaires, représentant au moins cinq (5) pourcents du capital de la Société, peut demander le rajout d'un (1) ou de plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale et déposer des projets de résolutions sur ces points. Ces demandes et projets de résolutions doivent être envoyés au siège social de la Société où comme indiqué dans la notification de convocation par lettre recommandée ou par courrier électronique au moins vingt-deux (22) jours avant la date de l'Assemblée Générale, et doivent être accompagnées de la preuve de la détention de titres de tels Actionnaires. Dans le cas où une demande entraînerait une modification de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, la Société diffusera un ordre du jour révisé au moins quinze (15) jours avant l'Assemblée Générale.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des Actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 11. Exercice social et approbation des comptes annuels.

11.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un décembre (31) de chaque année.

11.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

11.3 Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

11.4 L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de mai de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le Jour Ouvré suivant.

11.5 L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 12. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

12.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

12.2 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.

12.3 L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi sur les Sociétés Commerciales. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

13.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés

depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire ;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

14.2 L'Assemblée Générale doit nommer un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

Art. 15. Dispositions générales.

15.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Actionnaires.

Annex C

The closing accounts used for the preparation of the contents of this Merger are the annual financial statements as of December 31, 2011 drawn up by the Absorbing Company

ItalyL Investment S.A.

Société anonyme

412F, route d'Esch L-1741 Luxembourg

;Share Capital: EUR.175,000.00

ANNUAL ACCOUNTS

as at December 31, 2011

**(with the report of the Réviseur
d'Entreprises Agréé thereon)**

R.C.S. Luxembourg: B 155.294

KPMG Luxembourg S.à.r.l.
9, allée Scheffler
L-2520 Luxembourg

Telephone +352 22 51 51 1
Fax +352 22 51 71
Internet www.kpmg.lu
Email info@kpmg.lu

To the Shareholders of
Italy1 Investment S.A.
412F, route d'Esch
L-1741 Luxembourg

REPORT OF THE REVISEUR D'ENTREPRISES AGREÉ

Report on the annual accounts

We have audited the accompanying annual accounts of Italy1 Investment S.A., which comprise the balance sheet as at December 31, 2011 and the profit and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Board of Directors' responsibility for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the Réviseur d'Entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the judgement of the Réviseur d'Entreprises agréé, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the Réviseur d'Entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of Italyl Investment S.A. as of December 31, 2011, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

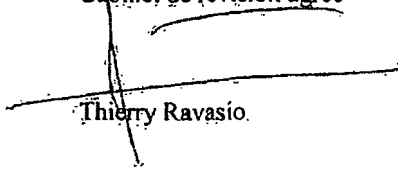
Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

The Corporate Governance Statement, as published on the Company's website www.italinvest.com/en/download/documents, as of the date of this report is the responsibility of the Board of Directors. This statement is consistent, at the date of this report, with the annual accounts and includes the information required by the law with respect to the Corporate Governance Statement.

Luxembourg, February 20, 2012

KPMG Luxembourg S.à r.l.
Cabinet de révision agréé



Thierry Ravasio

italy1 investment

MANAGEMENT REPORT

For the period
01 January 2011 – 31 December 2011

Italy1 Investment S.A. (the "Company") was incorporated on 26 August 2010 for the purpose of acquiring one company or operating business through a merger, share exchange, share purchase, asset acquisition, reorganization or similar transaction (a "Business Combination").

On 27 January 2011 the Company completed the successful institutional offering of 15,000,000 Market Shares cum 15,000,000 Market Warrants attached (the "Offering"). Each Market Share incorporated the right to receive one Market Warrant on the first available date for the detachment of the rights following 40 days after the listing date (i.e. on 14 March 2011). In the context of the Offering, more than 50 institutional investors subscribed for 15,000,000 of Market Shares cum 15,000,000 Market Warrants, equal to a total amount of EUR 150,000,000. In connection with the Offering, the Founding Shareholders have purchased an aggregate of 5,000,000 Italy1 Warrants at a price of EUR 1 per Italy1 Warrant ("Founding Shareholder Warrants") in a private placement. Except for some lock-up restrictions, the Founding Shareholder Warrants are entitled to the exact same rights as the Market Warrants.

The Market Shares and the Italy1 Warrants are listed on the Professional Segment of the Market of Investment Vehicle ("MIV") of the Milan Stock Exchange (*Borsa Italiana S.p.A.*) under the ticket IT1 and WIT1, respectively and under ISIN codes ISIN LU0556041001 and ISIN LU0556042157, respectively. A total of 20,000,000 Italy1 Warrants (i.e. 15,000,000 Market Warrants and 5,000,000 Founders Warrants) commenced trading on March 14, 2011 and are currently outstanding.

The Market Shares are registered ordinary shares with no nominal value. Shareholders will be entitled to one vote per Share on matters to be voted on by Shareholders and will also be entitled to receive such dividends, if any, as may be decided upon from time to time by the general meeting of Shareholders and interim dividends as may be decided upon by the Board of Directors out of funds legally available therefore and in accordance with the Luxembourg Law. Upon liquidation of the Company, the Shareholders will be entitled to receive pro rata all assets remaining available for distribution in accordance with the rules set forth in the articles of association of Italy1. The Market Shares are governed by Luxembourg law.

As at the date of this management report, in addition to the 15,000,000 class A Market Shares, there are 3,750,000 Founding Shares outstanding divided into 1,250,000 class B1 convertible shares, 1,250,000 class B2 convertible shares and 1,250,000 class B3 convertible shares. The Founding Shares have the same rights as the Market Shares with the exception of the following:

- with respect to the Founding Shares held in the Blocked Securities Account (i) one third will be released and converted into Market Shares on the Business Day which is six months after the day of the closing of the Business Combination; (ii) one third will be released and converted into Market Shares after the day on which the VWAP for any period of 20 trading days out of 30 consecutive trading days (whereby such 20 trading days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 11.00; and (iii) the remaining Founding Shares, will be released and converted into Market Shares after the day on which the VWAP for any period of 20 trading days out of 30 consecutive trading days (whereby such 20 trading days do not have to be consecutive) equals or exceeds EUR 12.00 provided, however, that if the conditions set forth in (ii) and/or (iii) are fulfilled prior to the first anniversary of the completion of the Business Combination, the respective Founding Shares shall not be released and converted into Market Shares prior to such first anniversary. Founding Shares which have not been released and converted on or before the fifth anniversary date of the completion of the Business Combination shall not be released and converted and shall be redeemed within six months following such fifth anniversary date at a redemption price of EUR 0.0093 per Founding Share;
- the Founding Shareholders and the Directors will not challenge, in any way any Shareholders' resolution approving any proposed Business Combination, and (ii) any Market Shares acquired by the Founding Shareholders and the Directors (or their respective Affiliates) in the Offering or in the secondary market will be voted in favour of the Business Combination. As a result, they will not be able to exercise their right to request redemption;
- after completion of the Business Combination, Founding Shares still kept in the Blocked Securities Account at the time when a Change of Control occurs will be converted to Market Shares as follows: (i) Class B1 Shares shall be automatically converted into Class A Shares immediately upon the occurrence of a Change of Control at a ratio of one Market Share per Founding Share; (ii) Class B2 Shares shall be automatically converted into Class A Shares at a ratio of one Class A Share per one Class B2 Share if the transaction or series of transactions determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 11.00; and (iii) Class B3 Shares shall be automatically converted into Class A Shares at a ratio of one Class A Share per one Class B3 Share if the transaction or series of transactions determining the Change of Control is executed at a price per Market Share equal to or exceeding EUR 12.00.

Upon the listing of the Company, the net proceeds of the Offering of EUR 148,735,000, or approximately EUR 9.92 per Market Share, was transferred to a fully owned Belgian Finance Subsidiary (Italy1 Investment S.p.r.l.) via a capital increase. The capital is currently managed by a foundation called Stichting Bewaarbedrijf Travis (the "Foundation"), which is controlled by the trustee Vistra Fund Services Sarl. For a Business Combination to complete a majority of the Market Shareholders must give their approval and fewer than 35% of the Market Shareholders are exercising their redemption rights. In the event of a Business Combination, the funds held by the Foundation ("Funds") will be released to the Belgian Finance Subsidiary, which in return will release such Funds to the Company by way of a reduction of capital.

The Funds held in the account of the Foundation ("Foundation Account") may only be invested by the Foundation as determined by the Belgian Finance Subsidiary in:

- (i) securities issued by European governments and corporate or commercial paper with a credit rating of AA- or higher having a maturity of 12 months or less;
- (ii) certain short-term deposits; or
- (iii) money market instruments.

In line with these investment principles and consistent with the preservation of capital and maintenance of a high degree of liquidity, the Funds placed in the Foundation Account were invested in Euro denominated securities and in an overnight deposit account. As of 31 December 2011, the balance including accrued interest from the Foundation Account amounted to EUR 150,288,271. Since the Offering, the Company earned approximately EUR 1,520,000 in interest on the Funds, currently deposited in the Foundation Account. The Company has not transferred any of its working capital allowance of EUR 3,000,000 in aggregate to its working capital account. On a per Market Share basis, the Foundation Account balance (including accrued interest but excluding the working capital allowance) equals to approximately EUR 9.92 per Market Share (based on 15 million Market Shares). The Market Shares are eligible to receive the Funds of the Foundation Account, if a Business Combination is not completed within 2 years from 27 January 2011 (or within 36 months under certain circumstances).

The Company reported a loss of EUR 9,697,670.68 for the period ended 31 December 2011, which is mostly attributable to external charges of EUR 9,514,764.24 and operating expenses of EUR 140,014.71. The operating loss was anticipated and in line with business operations. The Company's activity since inception has been to prepare for and consummate its Offering and to search for a suitable Business Combination. The Company will not generate any operating revenue until after the completion of a Business Combination.

The Board of Directors has overall responsibility for the establishment and oversight of the Group's risk management framework. Hence, Italy1 has exposure to the following risks: i) credit risk, ii) liquidity risk, iii) market risk and iv) fair value risk of Warrants and investments. As at date of the management report, the Company has managed the risks accordingly.

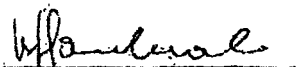
As at 31 December 2011, the share capital of the Company amounts to EUR 175,000, represented by a total of 18,750,000 shares (whereby 15,000,000 shares are the Market Shares and 3,750,000 shares are the Founding Shares). The Company did not purchase any Shares. The total assets of the Company amounted to EUR 149,524,935.

The Board of Directors, through its investment team, led by Carlo Mammoja, and with the support of Vito Gamberale, is currently developing all necessary activities to select and complete a Business Combination. These efforts have resulted in numerous discussions and negotiations with potential targets, some of which are ongoing. The Board of Directors is confident to propose an attractive Business Combination to its shareholders in the near future.

The Company was incorporated as a public limited liability company (société anonyme) under the laws of Luxembourg on 26 August 2010, and is registered under number B 155.294 with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg). The Company's registered office is at 412F, route d'Esch, L-1741 Luxembourg. Further information including the corporate governance statement can be found on our website www.ita1invest.com.

Luxembourg, 07 February 2012.

For the Board of Directors



Vito Gamberale
Chairman of the Board of Directors

Italy1 Investment S.À.
(société anonyme)

Balance Sheet as at December 31, 2011

(Expressed in EUR)

	Notes	2011	2010
ASSETS			
FIXED ASSETS			
Financial assets			
Shares in affiliated undertakings	3	148,735,719.84	719.84
CURRENT ASSETS			
Debtors			
Amounts owed by affiliated undertakings			
becoming due and payable within one year		54,843.38	-
Other receivables			
becoming due and payable within one year		1,160.16	229.93
Cash at bank and in hand		733,211.62	22,992.08
		<u>149,524,935.00</u>	<u>23,941.85</u>

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

Italy1 Investment S.A.
(société anonyme)

Balance Sheet as at December 31, 2011
(Continued)
(Expressed in EUR)

	Notes	2011	2010
LIABILITIES			
CAPITAL AND RESERVES			
Subscribed capital	4	175,000.00	35,000.00
Share premium and similar premiums		154,860,000.00	-
Loss brought forward		(99,527.78)	-
Loss for the financial year / period		(9,697,670.68)	(99,527.78)
		<u>145,237,801.54</u>	<u>(64,527.78)</u>
PROVISIONS			
Provision for taxation	6	1,637.00	-
Other provisions		4,165,833.68	38,419.91
		<u>4,167,470.68</u>	<u>38,419.91</u>
NON-SUBORDINATED DEBT			
TAX AND SOCIAL SECURITY			
Tax		94,967.24	3,981.74
Social security		1,824.31	-
		<u>96,791.55</u>	<u>3,981.74</u>
OTHER CREDITORS			
becoming due and payable within one year		22,871.23	46,067.98
		<u>119,662.78</u>	<u>50,049.72</u>
		<u>149,524,935.00</u>	<u>23,941.85</u>

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

Italy1 Investment S.A.
(société anonyme)

Profit and Loss account for the year ending December 31, 2011
(Expressed in EUR)

	Notes	From January 1, 2011 to December 31, 2011	From August 26, 2010 to December 31, 2010
EXPENSES			
External charges	7	9,514,764.24	92,861.28
Staff costs:	8		
Wages and salaries		46,000.02	-
Social security costs		7,804.23	-
Other operating charges		140,014.71	6,671.04
Interest payable and similar charges			
Other interest payable and similar charges		69.55	-
Income tax		1,575.00	-
Other taxes not included in the previous caption		62.00	-
		<u>9,710,289.75</u>	<u>99,532.32</u>
INCOME			
Other interest receivable and other financial income			
Other interest and financial income		12,619.07	4.54
LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR / PERIOD		<u>9,697,670.68</u>	<u>99,527.78</u>
		<u>9,710,289.75</u>	<u>99,532.32</u>

The accompanying notes form an integral part of the annual accounts.

(N.B. Pour des raisons techniques la suite est publiée au prochain numéro - Mémorial C-N° 653 du 12 mars 2012.)

Référence de publication: 2012030128/2491.